

Observation de la nature

Le public, en particulier les membres, sont invités à venir faire de l'observation de la nature dans les sentiers de CIEL. Nous demandons toutefois un avis préalable par téléphone ou par courriel au siège social.

Nouveaux territoires

CIEL est toujours à la recherche de nouveaux territoires. Vous connaissez l'existence d'un territoire naturel pouvant être dédié à la conservation? N'hésitez pas à nous en informer.

Gestion des déchets

Le 5 janvier 2004, CIEL a présenté un mémoire sur la gestion des matières résiduelles dans le cadre de la consultation publique commandée par la MRC du Haut-Saint-Laurent. Vous pouvez obtenir une copie de ce mémoire au siège social de CIEL.

Fondation du RÉGLEAU par un groupe de citoyens.

Les Citoyens de Franklin et St-Antoine-Abbé ont créé le Regroupement citoyen pour une gestion de l'eau (RÉGLEAU), un organisme à but non lucratif (OBNL) dans le but de faire appliquer le **principe de précaution** lorsqu'il s'agit de l'utilisation des réserves d'eau souterraines. En effet, le territoire de la municipalité de Franklin reçoit les précipitations moyennes annuelles les plus basses au Québec (avec moins de 1 mètre) tout en étant l'endroit le plus chaud au Québec. On comprendra que le développement socio-économique de la communauté, en l'absence de lacs et de cours d'eau importants, passe par une gestion éclairée de ses eaux souterraines.

Le plan d'action du RÉGLEAU est clair, transparent et logique : bien connaître l'état des réserves d'eau souterraines afin d'en arriver à une gestion rationnelle; impliquer les gens de la communauté afin d'assurer une gestion concertée; concevoir un outil local d'intendance afin de réaliser une gestion durable. Ce Regroupement citoyen entend développer une démarche et des outils de gestion pouvant être utiles à d'autres communautés et une implication citoyenne dans les dossiers concernant la question hydrique.

Pour de plus amples informations, vous pouvez contacter le président de RÉGLEAU, Monsieur André Hébert, 579 route 209, Franklin, J0S 1E0
Tél. (450) 827-2940, courriel : hebertand@hotmail.com

La construction de la centrale thermique du Suroît: penser à l'avenir

DEVOIR 17-01-04

Lettre à Sam Hamad, ministre des Ressources naturelles

Je suis un simple citoyen de cette planète que j'aime profondément. Conscient des risques que pose l'activité humaine sur la vie, j'ai récemment pris de nombreuses mesures afin de réduire l'impact négatif de ma vie sur l'environnement. Je pratique la récupération et le compostage, je tente de consommer moins et, lorsque je consomme, je tente d'orienter mes choix vers des produits et des services qui ne posent pas ou peu de préjudices à la vie.

Dans cet esprit, j'ai récemment changé de voiture pour un modèle plus petit qui consomme moins d'essence. J'ai fait le choix de ne posséder qu'une voiture même si ma conjointe et moi sommes très actifs socialement. J'utilise les transports en commun le plus souvent possible et je pratique le covoiturage lorsque je peux le faire. Ces choix n'ont que très peu d'impacts sur le climat, j'en suis conscient, mais ils me donnent au moins l'espoir de croire que, multipliés par mille, cent mille, voire des millions de choix semblables, ils pourront un jour

nous sortir de l'enfer climatique dans lequel nous nous sommes engagés.

Ce matin, j'ai été estomaqué par l'annonce de la construction, malgré l'avis éclairé du BAPE, de la centrale thermique du Suroît, à Beauharnois. Ce projet rétrograde va augmenter de 2,8 % nos émissions de gaz à effet de serre, ce qui équivaut à l'ajout de près de 600 000 voitures au parc automobile québécois, et ce, malgré notre engagement envers le protocole de Kyoto. Cette décision constitue une aberration et, j'en suis convaincu, minera les efforts de nombreux citoyens qui, comme moi, ont l'avenir de la planète à cœur. Comme le dit si bien Hubert Reeves dans son excellent ouvrage intitulé *Le Mal de Terre*, dont je vous recommande la lecture, « nous sommes engagés dans une gigantesque expérimentation sur le climat à l'échelle de la planète. Nous en observons les effets déjà bien visibles et nous surveillons avec angoisse ceux qui vont subvenir. Personne ne peut prévoir quand cette expérimentation s'arrêtera, ni comment la biosphère se présentera alors. Contrairement à l'expérimentateur scientifique, nous ne pouvons pas simplement arrêter le déroulement de l'expérience au cas où elle tournerait mal, ni même fermer le labo et rentrer chez nous. Nous sommes dans l'éprouvette. Non seulement nous, mais aussi nos enfants et nos petits-enfants ».

Avez-vous des enfants, M. Hamad? Moi,

j'en ai trois, et ils ont peur pour leur avenir. Avez-vous à cœur la suite du monde? Réfléchissez-vous aux conséquences de vos décisions pour les Québécois et pour tous les autres humains qui partagent la biosphère? N'êtes-vous pas responsable de nos forêts, qui risquent un dépérissement accéléré à cause des changements climatiques?

Le Québec dispose de ressources infinies pour produire de l'énergie propre. Je parle ici d'énergie éolienne et solaire ainsi que d'économie d'énergie. Le Québec a le potentiel de devenir, comme l'Allemagne, un exemple de comportement éthique dans le domaine énergétique. Comment se fait-il que vous n'ayez pas davantage de vision à long terme? Vous argumentez que ce projet est essentiel à notre santé économique. Cette vision est de courte vue, pour ne pas dire sans vue du tout. Le développement de sources d'énergie propre deviendra à court terme très rentable d'un point de vue économique pour le Québec si nous prenons maintenant le virage des énergies douces.

En tant que citoyen avisé et conscient, je m'inscris en faux contre ce projet et vous demande de ne pas aller de l'avant avec cette centrale au gaz car, de toute façon, la conscience collective québécoise fera en sorte qu'un jour prochain, nous la démantèlerons.

S'il n'y a pas de lune, nous en ferons une.

Yves Gagnon
Saint-Didace, le 14 janvier 2004

Le dernier cri d'alarme de la comptabilité environnementale

DANIEL CLAPIN - PÉPIN

*Écologiste et professeur de gestion,
éthique et comptabilité environnementales
à l'École des sciences de la gestion de l'UQAM*

Notre planète Terre ne suffit plus à la tâche, selon les plus récents chiffres de l'Académie nationale des sciences (NAS) des États-Unis publiés le 9 juillet 2002 en prévision du Sommet des Nations unies sur le développement durable à Johannesburg, en Afrique du Sud, du 26 août au 4 septembre 2002.

Cette découverte de la comptabilité environnementale, avec son concept scientifique d'«*empreinte écologique*», nous révèle que la population mondiale actuelle de six milliards d'habitants «*surconsomme*» les ressources de la Terre à un taux excédant de 20 % ses capacités annuelles de régénération en termes de forêts, de sols cultivables et d'énergies renouvelables.

En provenance de Suisse, le 10 juillet 2002, un rapport du Fonds mondial pour la nature (WWF) intitulé *Planète vivante 2002* décrivait la même alarmante réalité d'une excessive empreinte écologique que je résumerai comme suit...

La notion d'empreinte écologique

L'empreinte écologique (EE) est une mesure de la consommation des ressources naturelles renouvelables par la population humaine d'un pays, d'une région ou du monde entier. L'EE d'une population est la surface totale de terre ou de mer productive nécessaire à ses besoins de subsistance (frécoltes, viandes, fruits de mer, bois, fibres, énergies et espèces pour infrastructures). L'EE peut dès lors être comparée à la capacité biologiquement productive de la terre et de la mer disponible pour cette population.

Pour la population du monde entier, la Terre offre environ 11,4 milliards d'hectares de terre et de mer productives, après en avoir exclu environ un quart

de sa superficie pour l'ensemble des régions imprductives comme les calottes glaciaires et les déserts. Lorsque divisée entre la population globale de six milliards de personnes, cette surface totale productive équivaut à 1,9 hectare par personne. Un hectare est une surface de 10 000 mètres carrés — ou cent mètres par cent — qui correspond en gros à un grand terrain de soccer.

Localement, tandis que l'EE du consommateur africain ou asiatique moyen était de moins de 1,4 hectare par personne en 1999, l'EE de l'Européen occidental moyen était d'environ 5,0 hectares, et celle de l'Américain du Nord moyen était de 9,6 hectares.

Globalement, l'EE moyenne de tous les consommateurs du monde en 1999 était de 2,3 hectares par personne, soit un niveau de 20 % au-dessus de la capacité biologique de la terre de 1,90 hectare par personne. En d'autres termes, l'humanité excède maintenant la capacité de la planète de soutenir sa consommation des ressources renouvelables, et l'unique solution durable est de vivre à l'intérieur des limites de la capacité productive biologique de la Terre.

Quelques leçons

En vertu de cette dernière règle du développement durable, il faudrait que nous ne soyons que cinq milliards d'habitants. Au rythme de l'EE des pays européens, il faudrait que nous ne soyons plus que 2,3 milliards d'habitants. Pire encore, en vertu du super-rythme nord-américain, la Terre ne pourrait plus accueillir que 1,2 milliard d'habitants.

Nous voici face à une problématique complexe qui ne saurait être résolue qu'en changeant de paradigme — *à la* penser globalement et agir localement en partageant équitablement — et en distinguant quatre sous-problèmes interreliés et interdépendants qui nous posent autant de nouveaux défis de management environnemental à résoudre, tant à l'échelle du monde que de chacun des 190 États de

l'ONU: surpopulation; surconsommation; «malproduction» (un néologisme de mon cru); «maldistribution» des richesses.

Un rapport du Programme des Nations unies pour l'environnement intitulé *Global Environment Outlook* nous rappelait, en juin dernier, que le cinquième le mieux nanti de la population mondiale — dont vous et moi — compte pour près de 90 % de la consommation globale, et que pas moins de quatre milliards d'habitants de la Terre vivent avec moins de 2 \$ par jour.

Les grandes tendances actuelles de l'humanité nous éloignent graduellement mais inexorablement de nos obligations éthiques et morales — à tout le moins envers nos enfants et les leurs — de rencontrer les conditions minimales pour pouvoir assurer la durabilité du capital nature.

L'EE globale est passée d'environ 70 % de la capacité biologique de la planète en 1961 à environ 120 % en 1999. En outre, les futures projections basées sur les scénarios probables de la croissance de population, du développement économique et du changement technologique estiment que l'EE de l'humanité est susceptible de varier entre 180 % et 220 % de la capacité biologique de la Terre pour l'année 2050.

Nous avons tellement pillé et saigné notre planète qu'il nous faudrait «coloniser» l'espace extra-atmosphérique afin de pouvoir assurer l'existence continue de l'humanité comme nous la connaissons actuellement. Ainsi, la population de la Terre serait forcée de coloniser au moins deux nouvelles planètes dans un délai de 50 ans si nous continuons d'exploiter nos ressources naturelles au rythme actuel.

D'ores et déjà, plus d'un tiers du monde naturel a été détruit par l'espèce humaine au cours des dernières trois décennies. Triste réalité: la surconsommation et les innombrables gaspillages des habitants industrialisés des pays riches sont principalement

responsables de la surexploitation et de l'épuisement du capital naturel qui nous fait vivre. La consommation humaine a doublé au cours des 30 dernières années et elle continue sur sa lancée au rythme infernal de 1,5 % par an.

Il est fort improbable que la Terre puisse continuer à couvrir un tel déficit écologique pendant encore 50 années sans contre coups avec de graves bouleversements environnementaux à l'encontre de la santé et de la sécurité de la future population, ainsi que de son bien-être économique.

Des changements révolutionnaires

Si nous voulons retourner au niveau d'une EE soutenable, cela signifie que nous devons collectivement décider de procéder à des changements radicalement révolutionnaires de quatre manières fondamentales.

Primo, il est nécessaire de grandement améliorer l'efficacité avec laquelle les marchandises et les services sont produits (détails dans Internet: <http://www.naturalcapitalism.org/sti/pages/pifs.as>).

Secundo, nous devons consommer nos ressources naturelles de manière plus intelligente tout en combattant les scandaleux et inacceptables écarts de consommation et d'accès aux biens fondamentaux — comme l'eau potable — entre les pays riches et pauvres.

Tertio, la croissance des populations doit être contrôlée en favorisant l'éducation universelle et l'accessibilité pour tous, pauvres et riches, aux soins de santé.

Et enfin, *quarto*, il est tout aussi impératif que nous nous organisions pour protéger, gérer et restaurer les écosystèmes afin de préserver la biodiversité avec tous les services écologiques les accompagnant et ainsi conserver puis augmenter la productivité biologique de la planète, au profit des générations présentes et futures.